

# Le Québec, entre colère et espoir

Par des enseignants-chercheurs québécois et français

mercredi 30 mai 2012, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 30 mai 2012).

Universitaires, nous enseignons et nous conduisons nos recherches au Québec et en France. Nous connaissons bien nos universités et nos étudiants, que nous côtoyons et que nous contribuons à former, des deux côtés de l'Atlantique. Aujourd'hui, au regard de la situation que connaît le Québec, nous sommes partagés entre la colère et l'espoir. La colère face au cynisme d'un gouvernement qui a laissé pourrir la situation et a préféré la répression au dialogue pendant trop longtemps ; l'espoir de ceux qui ont vu fleurir ce mouvement et tout ce qu'il a déjà semé d'irréversible sur son chemin.

La colère d'abord. Depuis trois mois, le premier ministre Jean Charest et son gouvernement ont plongé le Québec dans l'une des pires crises sociales de son histoire.

D'abord, en remettant en cause l'un des éléments fondateurs de la société québécoise contemporaine : une université accessible à tous. Ce modèle fait notre fierté ! L'université québécoise, dans sa forme actuelle, est étroitement liée à la construction d'un Etat-providence unique en Amérique du Nord, qui a favorisé l'essor économique et social du Québec et l'édification de son peuple. Elle tire d'ailleurs une partie de son prestige, vue d'Europe, de cette position singulière. Cette spécificité est une chance et devrait être valorisée comme telle.

Il y a par ailleurs une cruelle ironie, doublée d'un certain cynisme, à faire payer aujourd'hui les étudiants, pour les difficultés financières des universités québécoises que le gouvernement libéral de Jean Charest a directement alimentées depuis des années. Les choix d'investissement aventureux (en matière d'immobilier notamment) ont été rendus possibles par des modes de décisions de moins en moins collégiaux, de plus en plus « managériaux », au sujet desquelles de multiples signaux d'alerte ont été lancés. Depuis plus de 100 jours, le gouvernement Charest et ses ministres n'ont pourtant pas jugé nécessaire de faire le bilan de l'université québécoise et des politiques menées depuis plusieurs années, au-delà même de la question des droits d'inscription. Les frais de scolarité ont bon dos !

Ensuite, en ébranlant un autre pilier de cette société : la négociation et le dialogue social, notamment avec les organisations syndicales. Depuis le début du conflit, le premier ministre n'a cessé de mépriser ses interlocuteurs étudiants, qui ont pourtant démontré à maintes reprises leur sens des responsabilités, de la mesure, de l'imagination et du dialogue, durant ces longues semaines de grève. Faut-il rappeler ce que représente pour ces milliers d'étudiantes et d'étudiants le sacrifice d'une session d'étude, dans un environnement qui leur en rappelle sans cesse le prix ?

A l'heure où la dette des étudiants aux Etats-Unis vient de dépasser mille milliards de dollars, leurs voisins québécois ont clamé leur refus de la « hausse des frais de scolarité » et leur crainte face à l'endettement. Mais leurs gouvernants n'ont eu comme réponses qu'indifférence et paternalisme. Au bout de plusieurs semaines de grève, le gouvernement annonça en grande pompe une bonification des « prêts et bourses » et la mise en place d'un système de « remboursement proportionnel au revenu », le tout accompagné d'un étalement de la hausse sur sept ans plutôt que cinq (mais cette hausse serait désormais de 82 % et non plus de 75 %). Les questions de l'endettement étudiant, tout particulièrement pour les enfants des classes moyennes n'ayant pas accès aux bourses du

gouvernement, et de la marchandisation de l'éducation restèrent absentes du débat. A l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays (Angleterre, Chili), les défenseurs de réformes régressives font mine de s'offusquer de l'injustice d'une gratuité pour tous qui profiterait aux plus riches, pour avancer leurs pions. Si l'enjeu est de faire participer davantage les classes supérieures au financement de l'université, pourquoi ne pas les imposer directement ? C'est au niveau de l'impôt et de sa répartition que se fabrique la solidarité nationale, pas dans la variation du coût du service pour ses usagers ! Le Québec, n'en déplaise à monsieur Charest, n'est pas encore une entreprise, et l'université non plus !

Enfin, en s'attaquant au droit de manifester, le gouvernement Charest a heurté de front un marqueur démocratique majeur, au Québec comme ailleurs. En effet, comme si la situation n'était pas déjà suffisamment désastreuse, le premier ministre a ajouté la provocation à l'incompétence en créant contre son propre peuple un état d'exception. La « loi 78 », aussi appelée « loi spéciale » est en passe de faire le tour du monde, et vaut déjà au premier ministre du Québec d'être comparé à des chefs d'État peu fréquentables dans certains journaux étrangers. Lui qui s'affirme tellement soucieux de l'image du Québec dans le monde, quelle belle opération ! De pays ouvert et tolérant, le Québec est en train d'apparaître, grâce à cette « campagne de communication », comme « le pays où l'on manifeste en tapant sur des casseroles » (faute d'être entendu), rappelant les heures les plus sombres des dictatures sud-américaines...

Mais ces sources de colère légitimes, comme un magistral pied de nez aux artisans du pire, ont fait surgir une multitude d'initiatives, d'échanges, d'expressions citoyennes qui donnent de multiples raisons d'espérer, dans une société qui pouvait donner l'impression de se sentir « à l'abri de ces choses qui n'arrivent qu'aux autres », pour paraphraser le grand poète québécois Gaston Miron, et son beau texte *La route que nous suivons*. Qui peut rester insensible à une telle effervescence collective, à la clameur de ces milliers de citoyens, toujours plus nombreux, défiant chaque jour la loi spéciale ? Dans les rues, le soir, en famille et entre voisins, on ne parle plus seulement des frais de scolarité mais de l'arbitraire de la loi 78, du refus de dialoguer du gouvernement, des brutalités commises « au nom de la sécurité publique », de l'atteinte aux biens publics et aux ressources collectives par des intérêts privés.

Bien sûr, le gouvernement peut écraser ce mouvement, en arrêtant toujours un peu plus de manifestants (plusieurs centaines la semaine dernière). Les Etats sont toujours en mesure de « gagner » contre leur population, pour un temps du moins. Mais quelle sera alors la victoire des gouvernants d'aujourd'hui ? Quel titre de gloire comptent-ils obtenir de l'écrasement de la jeunesse de leur pays ? Quelle réforme vaut l'infamie de voir son nom associé à la répression et à la trahison pour des générations ?

L'honneur est un bien précieux, et c'est la seule chose que peut encore sauver le gouvernement Charest : en abrogeant la loi 78 et en décrétant un moratoire sur la hausse des frais de scolarité afin de créer des conditions favorables à un vrai débat démocratique de société sur l'avenir de l'éducation supérieure au Québec, ou encore en quittant les responsabilités qu'il n'a pas su assumer ! Parce que pour le reste, il a déjà perdu et nous avons déjà gagné. Tant s'est construit dans ce mouvement, tant s'est bâti qui résistera aux coups de matraques, aux intimidations et à toutes les « lois spéciales » : de la dignité et de l'espoir dans la lutte, des aspirations à une société plus juste et à la restauration d'une morale publique. Autant d'éléments dont nos deux sociétés, au Québec comme en France, ont grandement besoin. Peut-être est-ce de nouveau chez Gaston Miron que l'on trouve les mots les plus justes, pour décrire ce printemps québécois : « Nous avançons nous avançons le front comme un delta (...) nous reviendrons nous aurons à dos le passé et à force d'avoir pris en haine toutes les servitudes nous serons devenus des bêtes féroces de l'espoir. »

**Valérie Amiraux**, Université de Montréal ; **Marcos Ancelovici**, Université McGill à Montréal ;

**Emilie Biland**, Université Laval à Québec ; **Fabien Desage**, université Lille-II ; **Pascale Dufour**, Université de Montréal ; **Stéphanie Garneau**, Université d'Ottawa ; **Diane Lamoureux**, Université Laval à Québec ; **Eléonore Lépinard**, Université de Montréal ; **Sylvain Lefèvre**, Université du Québec à Montréal ; **Sylvie Paquerot**, Université d'Ottawa ; **Anne Revillard**, université Paris-XIII ; **Vincent Romani**, Université du Québec à Montréal ; **George Ross**, Université de Montréal ; **Frédéric Vairel**, Université d'Ottawa ; **Daniel Weinstock**, Université de Montréal.

---

---

**P.-S.**

\* Le Monde.fr | 30.05.2012 à 10h24 • Mis à jour le 30.05.2012 à 10h24.